

# L'ARME

## DE LA CRITIQUE...

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

'PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,  
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE  
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT.'

Coups d'éclairs sur l'Etat ~ suite et fin.

Vielles nations, nouvelles luttes,  
vielles rengaines.

Encore un plat piquant du CCI.

\* \* \* \* \*

\* COUPS D'ECLAIRS \*

\* SUR L'ETAT \*

\* suite et fin \*

\* \* \* \* \*

De même que la concentration du capitalisme, au temps de la révolution russe, a transmis une forme économique, accentuée, à la contre-révolution russe, celle-ci à son tour, inspira le dirigisme occidental et dans son aspect politique, nous voyons son totalitarisme de Parti-Etat repris par presque tous les pays dits nouveaux. Dans ceux démocratiques, anciennement institutionnalisés, mille mesures et tracasseries dans l'ombre vident sans cesse le contenu de la démocratie bourgeoise, pauvre en elle-même. Mais la pire des répercussions de l'Etat stalinien est, sans conteste, la falsification de l'idée de socialisme elle-même. Partout à l'heure actuelle, elle est supplantée par la notion d'un Etat, capitaliste unique. Voilà le "socialisme premier" que l'archi-réactionnaire Spengler opposait au capitalisme individuel.

Derrière l'appât de l'expropriation de monopoles et de bourgeois, ce qui se projette, c'est le monopole du Parti-Etat. La relation capital-salariat, inséparable du système, devient alors bien plus insupportable et la décadence sociale descendrait encore des marches qui pourraient être décisives. Et il est indifférent, quant au fond, que cela advienne avec le parti unique ou par le biais du prétendu pluralisme, qui n'est avant tout que rengaine publicitaire et manoeuvre tactique. La concentration du capital réclamera toujours un totalitarisme politique proportionnel à elle-même.

En résumé, avec la concentration du capital, en Occident par sa circulation et sa reproduction élargies spontanées, en Orient par ses urgences anti-révolutionnaires, et dans les ex-colonies par leur enchaînement aux Grands et par mimétisme démagogique, nous nous trouvons face à un Etat qui connaît certes, des différences territoriales (on ne peut dire nationales car dans bien des cas la nation a été imposée ou est en train de l'être), d'après les antécédents historiques, mais dont la fonction première, toutes les autres y étant subordonnées, consiste à imposer la reproduction élargie du capital, c'est-à-dire un type d'association humaine caduc et entièrement pernicieux à présent.

L'analyse de l'Etat moderne autorise une grande prolixité, qu'on tienne ou non en compte ce qui précède. Dans cette ébauche, il ne faut plus abonder. Les indications données suffisent pour dépasser l'analyse et parler de l'anéantissement de l'Etat.

Devant cette perspective, depuis toujours celle du mouvement révolutionnaire, les avocats traditionnels de l'Etat, comme représentant immortel de la société, représentent peu de chose en qualité d'obstacle théorique, quelque soit leur savoir, et moins encore dans la pratique de la lutte de classes. Limitons-nous à citer, dans l'attente d'une réfutation plus générale, "Vivre sans Etat ?" de Jean William Lapierre (Ed. Esprit-Seuil 1977), où il répond au livre déjà cité de Pierre Clastres, "La société contre l'Etat". Monsieur l'agrégé de philosophie écrit : "Où et comment les conditions d'une société sans Etat sont-elles réalisables, fût-ce à long terme. Une économie d'abondance et une société de loisir dans une population stabilisée par la limitation des naissances, un mode d'organisation et de régulation sociales abolissant tout désir d'innovation dans tous les groupes sociaux, est-ce bien là un avenir possible pour l'espèce humaine ?" (p.360). Et à la page 371 : "... le dépérissement du pouvoir politique (...) on ne saurait l'attendre que d'une extinction de la capacité humaine d'innover, d'un épuisement de l'imagination par le triomphe de l'habitude ou du réflexe conditionné, d'un coup d'arrêt porté à l'historicité".

Depuis l'époque où Spencer fulminait : "Tout socialisme comporte l'esclavage" (All socialism involves slavery), les arguments se sont affinés, mais à peine, vus de près. Ils sont de même apparentés à ceux de Berdiaef, qui opposait, à une paralysie de l'histoire due au socialisme, son noble accomplissement par le retour du Christ, à moins que ce ne soit par "la résurrection de la chair". Les variations sur le même thème surgissent comme un réflexe du cerveau de nombreux érudits de tous les pays. Leur bonheur consiste en ce que les pays dits socialistes leur donnent très largement raison. Même les néo-fascistes peuvent y puiser matière leur permettant de paraphraser l'idiotie de Hitler dans *Mein Kampf* : "Le marxisme, c'est la magie noire". Parmi ces érudits, même les plus respectueux du sérieux scientifique sont incapables de déclarer sans embages que les dits pays sont au socialisme ce qu'un défoliant est à la végétation. Violence répressive, étouffement de toute liberté, mensonge systématique et tout à fait prémédité ne disparaîtront là-bas qu'avec le démantèlement préalable de l'Etat, et leur Etat ne peut être analysé que comme un cas particulier des Etats Occidentaux.

A la question de Lapierre sur où et comment d'une société sans Etat, on reviendra à la fin de ces coups d'éclairs. En attendant, qu'on observe comment le professeur suit les traces de Lévy-Strauss dans *Race et Histoire*, où il considère que l'actuelle mosaïque bigarrée du genre humain et de la société capitaliste favorise le désir d'innover et donc le progrès dans l'histoire. A l'instar de tant d'autres dont leurs loisirs leur ont permis de devenir ce qu'ils sont, ils passent outre un fait écrasant par son extension géographique non moins que par la grave privation mentale qu'il entraîne pour des centaines de millions de personnes, même dans les pays les plus cultivés : l'interdiction d'innover et tout simplement de savoir, par le décret de leurs conditions d'existence ; c'est le plus draconien et le plus

inviolable de tous les décrets possibles. Le coup paralysant assené à l'histoire est une constante depuis des millénaires, car la majeure partie des personnes ont été placées hors d'elles, toujours engendrées et reproduites comme objets souffre-douleur du devenir. Et ce, non d'une manière quelconque, mais par et pour la minorité dominante et instruite, qui agit comme sujet, sujet bâtard donc.

En témoignent nombre de civilisations désagrégées par décadence ou détruites, s'étant avérées incapables de donner jour à rien de mieux. L'épuisement de l'imagination ne se produira jamais, sauf dépérissement physique de l'espèce ou retour à l'animalité. N'empêche, son étouffement est un phénomène d'intensité variable mais constant dans les sociétés de classes et Etat. Et c'est en elles que l'imagination de nombreux hommes savants voit un danger mortel pour la disparition de l'étouffement.

D'après Lévy-Strauss et Lapierre entre autres, la dialectique de l'histoire réclame la diversité de groupes culturels et de groupes sociaux, euphémisme qui désigne les classes et pays riches et pauvres. En-dehors de cela, ils ne voient que plate médiocrité, des cerveaux sans impulsions ni désirs parce que matériellement repus. Or, une des tragédies de tout le parcours des hommes consiste précisément en ce que la culture a eu depuis toujours, comme organes de connaissance et d'expression, des gens rassasiés, sans grandes préoccupations matérielles ou entièrement libres d'elles, grâce au travail des autres. Rendre tous les hommes exempts de cet abrutissant fardeau ne peut pas entraîner leur dépersonnalisation, puisqu'ils sont dépersonnalisés à des degrés différents et depuis toujours. Par contre on n'aperçoit pas d'autre moyen pour que tout un chacun découvre ses capacités optimales.

Le jeu dialectique entre le monde extérieur (le cosmos) et l'homme est entravé en permanence par la lutte à mort entre les hommes. Aussi longtemps qu'elle n'aura pas lieu de manière directe, sans ce dégradant impôt de sang, ignorance, exploitation, répression, les facultés essentielles de l'immense majorité resteront hermétiquement enfermées dans le subconscient.

Cela établi, la pire catégorie d'ennemis de la disparition de l'Etat est celle qui, tout en l'admettant en paroles, renvoie sa réalisation à un avenir mythique, tout en faisant de l'Etat, pendant une durée indéfinie, le propriétaire maître et seigneur de tout et l'organisateur du communisme. Elle est bien plus dangereuse que l'autre catégorie, non point par son savoir, qui est indigent, mais par ses agissements d'hypocrisie préméditée, et avant tout par les positions organisatives qu'elle détient au coeur même du capitalisme, dont elle est partie constituante. Signalons les syndicats des partis "communistes" et "socialistes" riches et officialisés, en plus des pays peuplés de près de deux milliards d'habitants où sévit le despotisme étatique de partis policiers. Leur publicité est comparable, par le volume et le râbachage, à la publicité des monopoles multinationaux les plus

forts. La monstruosité d'une telle supercherie n'a été dépassée par aucune autre antérieure.

Si l'Etat capitaliste est la condensation de toute la violence étatique et para-étatique depuis la proto-histoire, l'Etat dans les pays en question rassemble, agrandis, les bestialités, coups tordus et crimes caractéristiques de l'Etat bourgeois depuis sa naissance. Sa fusion avec le système économique structurel est indubitable et plus complète que dans aucun autre pays. Il n'y a chez eux aucun interstice entre la production et l'Etat, si ce n'est par fraude... Celui-ci apparaît sans détours, sans voile et directement tout à la fois comme produit et organe opérateur du système économique. La relation cyclique mondiale : capital - salariat - capital accru, trouve là-bas, à l'un des extrêmes, l'Etat, comme investisseur du capital, à l'autre extrême, le même Etat, comme empêcheur du capital accru par la plus-value ; au milieu : la classe ouvrière broyée. On cherchera en vain un schéma capitaliste au contours plus nets et une correspondance plus achevée entre la structure sociale et la superstructure politique.

Qu'un pareil Etat soit apparu après une révolution d'envolée communiste, c'est un problème qu'on ne peut considérer ici que tangentiellement (1). Le dépérissement et la mort de l'Etat après 1917 ne pouvait se produire sans passer de la révolution démocratique ou permanente à la révolution socialiste. La contre-révolution sous une forme non-bourgeoise, non moins, mais plus capitaliste, survint avant, détruisant du même coup l'objectif communiste et la révolution démocratique. Pour la première fois le monde eut sous les yeux une contre-révolution et un accroissement du capital sans classe bourgeoise. Ce fait nous apprend que si tout système bourgeois est capitaliste, tout capitalisme n'est pas bourgeois pour autant. Enseignement plein de signification pour comprendre la décadence du système capitaliste mondialement considéré. Par ailleurs, il permet, si l'on appréhende avec justesse les mesures et les erreurs des bolchéviques qui facilitèrent le reflux contre-révolutionnaire, de discerner bien mieux qu'autrefois les conditions qui amèneront la mort de l'Etat.

L'Etat russe est le premier promoteur de mensonges à l'égard de sa propre nature et de celle de l'Etat en général. Dans toutes ses versions, il s'agit de bourdes indignes d'être prises en considération, si ce n'est parce que, sans cesse propagées dans toutes les langues, elles se sont infiltrées dans la matière grise de maints intellectuels, et surtout parce qu'elles servent à opprimer ceux qui vivent sous cette fêrule. Au moment de la promulgation de la constitution de Staline - en réalité de Boukharine - alors qu'on préparait dans les coulisses les grands procès falsifiés de Moscou, Molotov révéla au monde, comme théorie, que l'Etat ne subsistait en Russie que pour la répression des voleurs et autres malfaiteurs, sans aucune fonction

---

(1) Ceci est exposé dans " Parti-Etat, Stalinisme, Révolution ".  
Editions Spartacus. Paris 1975.

de classe. Presque simultanément, l'extermination physique ravageait les hommes de 1917 et des millions d'autres, non sans la collaboration de voleurs et malfaiteurs. Le Kremlin se redéfinit après comme une dictature du prolétariat, en même temps que mourraient dans les camps de travaux forcés ou à coups de pistolets dans l'occiput, 20, 30 ou 40 millions de prolétaires et que des milliers d'intellectuels et techniciens étaient réduits à la condition de parias. Plus l'Etat devenait brutal, plus lourd devenait l'esclavage des prolétaires, plus le Kremlin déployait d'obstination à répandre son mensonge dans le monde par tous les moyens, concussionnaires aussi bien que publicitaires. La plus récente de toutes ses supercheries, "l'Etat de tout le peuple" (version Brejnev), s'apparente à la définition du hitlérien Schlidt, pour qui le politique, domaine privilégié de l'Etat, se résume dans la notion "ennemi, ami", définie par l'Etat lui-même.

La véritable explication se trouve au niveau le plus bas. "Le peuple tout entier", comme par ailleurs la "coexistence pacifique" (initiative du plus notoire des flics, Staline en personne), sont des formules-pièges adaptées à la mentalité de technocrates, intellectuels de gauche et bourgeoisie fanée, à ceux qui sont appelés (par Moscou) à devenir la charpente de futurs Etats satellites "du peuple tout entier". La motivation profonde de telles vacuités n'est autre que la puissance militaire de la Russie et de son Bloc militaire.

Le stalinisme cabochard de l'Etat chinois n'est qu'un calque de celui de la Russie, avec des éclaboussures de l'Empire Céleste. Il est pertinent de le rappeler, surtout parce que sa collaboration-alliance avec les Etats-Unis et le Japon offre une preuve incontestable de la réalité d'un Etat mondial uniforme pour l'essentiel, d'alliances militaires et de rôles économiques interchangeable. Le "Tigre de papier" dont Mao-Tsé Dong avait parlé est devenu "griffes d'acier", sauvegarde de la Chine "socialiste" face à la Russie "socialiste".

Pour ce qui est des staliniens éhontés de l'Europe occidentale ou d'ailleurs, qu'ils restent ou non dans leurs partis, le pesant fardeau de leur propre passé leur interdit de rien dire de sérieux sur l'Etat en général, et sur l'Etat russe en particulier. Il faut les observer rapidement. Les italiens, les premiers des "pluralistes", et aussi ceux qui reçoivent le plus de millions et de privilèges de leur capitalisme national, écrivent dans *Il marxismo e lo Stato*, que les oeuvres de Marx renferment "une théorie générale de l'Etat" qui devrait être développée. D'autres ont prétendu, non moins gratuitement, qu'elles contiennent en germe la bestialité stalinienne. L'Etat est éternel pour ceux qui parlent de la sorte, il peut être transformé, pas supprimé. Depuis de longues années en vérité, le parti de Togliatti et de Berlinguer voit dans les entreprises de l'Etat italien, des foyers de socialisme, bien dans la ligne de son projet de capitalisme d'Etat. En France, Ellenstein allège comme tant d'autres le poids de sa conscience en postulant un socialisme

démocratique tout en proposant de considérer l'Etat russe "comme produit par l'histoire", comme qui considère qu'un veau est un produit de la parturition de la vache. Son collègue et philosophe, Althusser, porte son effort de penseur jusqu'à voir dans l'oeuvre de Staline le résultat "d'une erreur économiste". L'argument ne vaut pas plus que le démonologique "culte de la personnalité". En Espagne, Carillo et sa suite, troisièmes en mal (apparent) de rédemption des péchés, braillent d'avantage, mais à l'instar de tous ceux qui se sont prosternés devant Staline et ses successeurs, il se trouvent, de ce fait et du fait de leurs propres oeuvres, moralement et intellectuellement dans l'incapacité de découvrir la vérité et de la proclamer.

Sans considérer l'Etat russe et l'oeuvre de Staline comme le moteur et le résultat d'une contre-révolution qui sauva aussi le capitalisme occidental, on ne peut énoncer que des tromperies. C'est pour cela que le stalinisme survit à la mort de Staline, et qu'il vivra aussi longtemps que son oeuvre. Il est présent même dans les vellétés démocratiques des dissidents. Leurs critiques, comme hier la dénonciation de Khrouchtchev, ne dépassent pas les bornes d'une critique stalinienne du stalinisme. En acceptant comme sincères les paroles des "pluralistes", leur souhait serait un capitalisme d'Etat façon moscou, rendu décent avec la feuille de vigne occidentale.

Un livre de Nicos Poulantzas, "*L'Etat, le pouvoir, le socialisme*" (Ed. PUF 1978), permet de voir à l'insu de l'auteur, la néfaste influence du stalinisme, et même d'en avoir la filiation formelle. Poulantzas ose parler de disparition de l'Etat, mais dans un avenir si éloigné, qu'il la supprime en tant que projet concret, d'actualité immédiate post-révolutionnaire. En réalité, il supprime aussi la révolution, mettant à sa place "la voie démocratique vers le socialisme". Et ce qu'il entend par socialisme n'est autre que la propriété d'Etat flanquée de l'autogestion. Il s'agit pour lui de modifier peu à peu l'Etat actuel et pas du tout de le démanteler, grâce à des foyers d'autogestion et à d'autres positions que la classe ouvrière occuperait. Il se situe à droite du réformisme austro-marxiste du premier après-guerre, et son argumentation théorique est bien inférieure.

Les courants et auteurs nommés, et d'autres qui seront signalés dans un ouvrage postérieur sur ce thème, parlent en l'air, souvent avec un ton académique peu engageant. Ils exhibent une bibliographie copieuse, mais ils sont toujours en marge de l'expérience pratique, c'est-à-dire, des hauts et des bas, des victoires partielles et des déroutes du prolétariat mondial ; comme si elles n'avaient pas existé. Même de l'expérience russe, ils ne tirent que des conclusions négatives, rassurantes pour le capital, anesthésiantes pour la classe ouvrière. Or depuis 1914, première guerre mondiale, cette expérience est très riche et permet de dégager des éléments importants en vue de la disparition post-révolutionnaire de l'Etat.

La nécessité de démanteler l'Etat capitaliste, le plus clair des enseignements de La Commune, est allée s'accroissant en proportion au gigantisme militaro-policié du même Etat, et à la concentration du capital. L'expérience de la révolution russe, et vingt ans après celle de la révolution en Espagne, permettent un important progrès à la théorie : l'organisme de force ou Etat résultant de la révolution prolétarienne ne peut pas devenir propriétaire de l'économie sans vite tourner à la contre-révolution. Celle-ci rencontra en Russie la facilité de la propriété accaparée par l'Etat et de l'exténué de la classe ouvrière. Ce ne fut pas le cas en Espagne, mais les organismes coercitifs de l'ancien Etat, subrepticement reconstitués (par le parti de Moscou et avec les armes de Moscou, soit dit en passant) réussirent à désarmer le prolétariat, à l'exproprier, acte réalisé par le truchement de la nationalisation. Et grâce aussi à des circonstances politiques dont l'exposé n'a pas sa place ici (1). La propriété d'Etat entraîna également la contre-révolution dans la zone rouge, et sa répercussion dernière fut la victoire de Franco. Les deux expériences sont irrécusables.

A l'origine, l'Etat était la conséquence du saccage de l'exploitation systématique, non point son créateur ; la disparition de celle-ci ne sera pas d'avantage son oeuvre, mais procède en droite ligne de cette disparition. Postuler un Etat organisateur du socialisme, quelque fondement social qu'on lui attribue, c'est une intention non plus négative ou opportuniste, mais, au regard de l'expérience, réactionnaire de fond en comble. C'est d'autant plus évident que la capacité de production réalisée à ce jour, et la capacité potentielle de la science moderne, permettent d'aboutir en peu de temps à la disparition des classes quant à leur fondement économique. Il suffira de bousculer l'embaras paralysateur et corrompeur qu'est l'exploitation. Ce "bousculer" embrasse, il va de soi, au-delà de la bourgeoisie, des monopoles, l'Etat actuel, tous les organismes para-étatiques, lois, etc. qui veillent sur l'exploitation, la règlent ou l'épaulent à l'aide du consensus, de la négociation et autres arrangements, tacites ou non, plus ou moins rétro-historiques. Les démanteler, tel est l'aspect négatif de la révolution - négatif de ce qui était avant - condition préalable pour que l'aspect positif s'élançe en avant. De même que la violence et le saccage entre les primitifs s'institutionnalisèrent à la fin en Etat, les conséquences ultimes d'une telle violence, le monstrueux Etat moderne et le saccage réglé par le rapport social capital-salariat, réclament aussi de la violence pour en finir avec. Telle est la tâche de la dictature du prolétariat, synonyme exact de révolution communiste. Le pénible terrain bourbeux parcouru depuis la sauvage extranéité multi-réciproque jusqu'à celle de la lutte de classes, du nationalisme, de l'impérialisme et des armements atomiques, débouchera par le dit chemin révolutionnaire, sur une humanité sans avidités opposées ni conflits, une humanité libre.

---

(1) Ceci est exposé dans *Jalones de derrota, promesa de victoria (teoria y critica de la revolucion espanola)* Ed.ZYX.Madrid 1977.

A moins de se leurrer par des préjugés terminologiques, ou de tomber dans le piège du "chemin démocratique", force est de reconnaître que la révolution sociale doit être imposée comme une rébellion victorieuse quelconque. L'humanité n'a connu que des régimes dictatoriaux à des degrés différents. Les communautés primitives elles-mêmes devaient payer tribut aux despotismes, qui les toléraient sous cette condition. La démocratie bourgeoise a été la moins brutale de toutes les dictatures, quoique son fondement soit l'absolutisme du capital sur le travail. A l'inverse de toute autre, l'imposition révolutionnaire met fin au joug millénaire pour fonder une liberté à la mesure de tous les hommes, et non pas de minorités manipulatrices.

Dans *La société contre l'Etat*, Clastres se trompe de chemin lorsqu'il croit percevoir chez certains groupes primitifs un rejet de l'Etat, comme s'ils avaient la prémonition de son caractère oppressif. Ainsi son argumentation est facilement annulée par Lapierre, dans *Vivre sans Etat?* . Il signale que les sociétés primitives sans Etat sont de dimension réduite et restent immobiles depuis toujours. Tout de même, l'argumentation de Lapierre est incomplète et par ailleurs adaptée à son refus de croire que l'Etat puisse être supprimé dans des sociétés hautement développées.

Clastres ne prête aucune attention à l'importance économique et oppressive des raids de rapine entre les primitifs. Cela l'empêche d'élucider le pourquoi de l'apparition de l'Etat et il n'entrevoit même pas le comment de sa disparition future. Le titre de son ouvrage est trompeur, car il fait référence aux primitifs et pas à la société contemporaine. De son côté, Lapierre n'attache à l'inexistence de l'Etat chez certaines ethnies, d'autre importance que celle de cause et démonstration de leur propre primitivisme. L'idée de disparition de l'Etat moderne lui semble une idée de rêveurs. Mais les arguments qu'il présente transforment le songe en cauchemard. Il convient de le citer encore afin de répondre à sa question sur les conditions de disparition, qui ne sont pas celles qu'il réfute chez Clastres, mais celles que nous avons tous les jours sous les yeux. Voici ses mots : "Le dépérissement de toute forme de pouvoir politique spécialisé, l'avènement de nouvelles 'sociétés sans Etat', ne sauraient être attendus que d'un imprévisible coup d'arrêt de l'histoire et d'une sorte d'évolution régressive de l'espèce humaine vers son atomisation en petites sociétés closes et homéostatiques." Tout en nous assurant que dans un tel cas, l'inventivité de l'homme mourrait, il conclue que toute "conduite déviante aura été définitivement inhibée par l'empreinte de bonnes habitudes. Le conformisme social ne pourra plus être ébranlé" (pages 365 à 371).

Tout d'abord, de là découle que les sociétés avec Etat, la nôtre très particulièrement, ne connaissent pas de régressions, ou seulement de courte durée et de peu de gravité ; que l'intelligence humaine trouve en elles un terrain fertile ; que sous l'autorité de l'Etat, l'homme est, ou tend à être non-

conformiste, et 'last but not least', que le coup anti-civilisateur dans l'histoire, résulterait de la disparition de tout corps politique spécialisé.

On croirait que Lapierre n'a pas entendu parler des innombrables régressions imposées à l'histoire depuis qu'histoire il y a, entre autres de la décadence de la civilisation gréco-romaine, qui s'étale jusqu'au XII<sup>e</sup> ou XIII<sup>e</sup> siècle. Toutes ont été introduites par un renforcement de l'Etat - non par sa disparition - c'est-à-dire par le corps politique spécialisé. Dans l'actualité aussi, quiconque peut observer des signes de décadence, tous favorisés, lorsqu'il ne sont pas créés, par l'Etat. On peut en dire autant du conformisme. Qui donc en a besoin, plus que ce corps superlativement spécialisé? Que l'on regarde où et quoi que ce soit, l'Etat favorise, organise le conformisme par de multiples moyens : coercitifs, publicitaires, culturels, vénaux. Si bien que dans nombre de cas, les innovateurs lui rendent personnellement hommage. Mais toute innovation dépassant les limites matérielles du système est rejetée, sans égards aux moyens employés. En outre, des centaines ou des milliers de silos menacent de mort l'humanité jour et nuit, à chaque minute. Et ceux qui savent, au lieu d'ameuter le public pour l'empêcher, s'adonnent sans inquiétude à leurs études "innovatrices". Les physiciens, les mathématiciens, les ingénieurs, etc. qui inventent et fabriquent les armements atomiques et autres, ne sont-ils pas, eux aussi, de nauséabonds innovateurs, conformistes et vénaux ?

Toutefois le comble est qu'on nous parle d'un danger de dégénérescence mentale, sinon physique de l'homme, comme conséquence de la disparition de l'Etat, cet organisme qui freine le devenir depuis des décénies, au prix d'hécatombes, par des guerres et des répressions. A Lapierre qui demande quand et comment seront réunies les conditions dont on parle, il faut répondre :

1 - La toute-puissance illimitée, monstrueuse, de l'Etat lui-même, est telle qu'il peut se permettre ce que bon lui semble (avec et sans "raison d'Etat", cette impunité garantie du crime), paré de ses lois ou malgré elles. Sauf s'il est démantelé, il perfectionnera le processus despotique et finira par déclencher l'extermination depuis les silos et sous-marins. Cette situation est à tel point indéniable, que tout individu ou organisation se trouve aujourd'hui devant l'obligation politique et morale d'appeler à la destruction de l'Etat. C'est celui-ci qui serait mis en évidence, comme accusé, criminel devant n'importe quel tribunal, sans parler du bien inconnu "tribunal de l'Histoire". Il est pertinent de rappeler à cet endroit, la boutade attribuée à Einstein, en dépit de sa responsabilité dans la fabrication de la bombe atomique : "Si la prochaine guerre est atomique, la suivante se ferait avec des arcs et des flèches".

2 - La production de biens de consommation, alimentaires, ou d'un usage quelconque dans la vie, d'outillage industriel, etc.,

n'atteint qu'un volume et perfection exigues, en raison de leur forme mercantile, de l'achat et de la vente imposés par les bénéfiques du capital et de son Etat. Ces mêmes bénéfiques réclament des arsenaux (plus de quatre cent mille millions de dollars par an, au moment où ces lignes sont écrites - 1978), des produits d'une mauvaise qualité préméditée, de la corruption, de la pollution et de multiples nuisances. L'indigence extrême, la maigreur squelettique et la mort par le fléau de la famine, sont le sort de 1000 millions de personnes, ce qui ne pourrait pas arriver dans le cas d'une production pour la consommation, sans vente. Et on ne sortira pas d'une telle situation aussi longtemps que la demande de produit aura pour mesure la capacité d'achat. Même s'il y avait une amélioration, les dénivelés seraient encore énormes et non moins nuisibles.

3 - Les millions d'hommes des pays industrialisés qui travaillent à la production sont toujours exposés au chômage, au travail soumis à un cycle épuisant. Ils manquent de métier, et de la possibilité d'acquérir des connaissances, par leur peu de temps libre, non moins que par imposition économique (salaire) ... et par bon vouloir gouvernemental. Ils peinent pendant huit ou dix heures à l'usine, tandis que la science, dont l'application entière et scientifique est interdite par les bénéfiques du capital, est en mesure de réduire à très peu le temps de travail socialement nécessaire, avec un rendement quantitatif et qualitatif très supérieur.

4 - La millénaire séparation des hommes en cultivés et incultes, travailleurs manuels et intellectuels, est devenue en ce moment du siècle une absurdité aussi flagrante que le voyage vers la Chine, de caravansérail en caravansérail. Le savoir intellectuel peut être le fait de tous par la suppression du capital et de l'Etat, sans autres limites que les aspirations individuelles, tandis que le savoir-faire manuel pourrait récupérer, sans que personne se voit condamné à le subir, ses capacités perdues. Le temps pour organiser tout cela ne compte pas comme empêchement. Le fait est que culture, science, recherches, sont en train de se prostituer au service direct ou indirect de l'Etat, qu'elles dégradent leur propre condition et celle de la société en général. Elles sont facteurs objectifs de décadence, alors que leurs potentialités sont facteurs objectifs de progrès. C'est ce que, édulcorant la vérité, on appelle actuellement "malaise social". Dès lors l'aliénation commence à prendre l'aspect d'un assoupissement intellectuel et d'une perversion dans les cercles dirigeants, des hommes d'Etat jusqu'aux leaders syndicaux.

On pourrait arguer, certes, que depuis 1936-37 le prolétariat ne donne guère signe de vouloir se révolter contre sa condition en s'élançant contre l'Etat et le capitalisme. Il ne le donnera pas tant qu'il reste prisonnier des organisations politiques et syndicales qui, au nom du socialisme, du marxisme ou de la simple amélioration du système, lui vident le crâne et resserrent sa chaîne salariale. N'empêche que la nécessité plane près de nos

têtes et n'arrête pas de devenir plus évidente. Un brusque sursaut de rébellion pourrait introduire à tout moment une nouvelle période révolutionnaire. La probabilité en augmentera, non pas avec le chômage, ni avec une crise de surproduction, si grave soit-elle, mais au fur et à mesure que passe dans le domaine de tout le monde l'horripilante vérité sur la Russie et ses imitateurs, et donc la fausseté constante de ses partis à l'extérieur.

Empêcher la réapparition d'un pouvoir bureaucratique après une future révolution est une préoccupation fréquente à l'heure actuelle, non sans raison. Or les mesures recommandées (conseils ouvriers sans partis politiques, démocratie des partis ouvriers au sein des conseils, révocation à volonté des délégués et des comités) n'ont avec l'intention qu'une relation secondaire ou inexistante. Préoccupations et mesures de forme ne suffiront jamais à empêcher un retour en arrière, qui ne pourrait être que bureaucratique et capitaliste d'Etat. Il faudra que dans le fonctionnement-même du système social naissant, quelque chose barre la route à toute contre-révolution. Ce quelque chose ne peut être que la rupture radicale de l'ancienne relation sociale capital-salariat, qui engendre la plus-value, c'est-à-dire l'exploitation, fondement du système actuel, donc de l'Etat. Le montant colossal de ce qui constitue la plus-value, une fois confié à un organisme post-révolutionnaire, quel qu'il soit, deviendrait le foyer, l'aliment de la contre-révolution. Il n'est pas question, non plus, d'abandonner son administration aux travailleurs, par unités ou par branches de production, ce qui serait la meilleure version autogestionnaire. Elle introduirait une rivalité funeste entre groupes qui amènerait l'exploitation par les plus puissants.

Le bureaucratisme et d'autres maux enfoncés dans les mentalités et dans la réalité actuelles, ne pourront être entièrement évités dans aucun cas. Mais on peut certainement empêcher qu'elles se répercutent en domination et exploitation des uns par les autres, en attendant que se généralise la nouvelle mentalité dégagée du communisme. La clef n'est autre que le rapport susdit entre l'homme et la nature, entre instruments de travail et travail, entre production et consommation. La suppression de la loi de la valeur y est implicite. A moins d'implanter cette relation sociale nouvelle, déjà communiste, la contre-révolution trouvera toujours manière de grimper, quoi qu'on fasse. Et réapparaîtra un Etat encore plus destructeur que l'antérieur.

le produit excédant du travail (relativement à un cycle antérieur) devra être assigné eu égard à la disparition des classes, entre un relèvement de la consommation immédiate et la création de nouveaux instruments de travail et de culture, à l'échelle nationale, en attendant l'intégration dans le continent et dans le monde. La disparition du prolétariat est l'unique démonstration probante de la disparition des classes et de la coercition sociale.

Depuis la horde et les tribus très primitives à l'affut d'autres hordes et tribus, jusqu'aux Etats ultra-centralisés actuels, à l'affut de bénéfices partout dans le monde, et donc auprès de leurs co-nationaux, les ruptures de continuités survenues, aussi bien dans les méthodes de saccage que dans celles de l'oppression politique, n'ont été rupture que relativement à ce qui existait avant. Mais par rapport à l'homme en tant qu'espèce exempte de particularités de tribu, nation, race, il y a ininteruption, ou par concordance avec les connaissances physiques, il y a un continu-discontinuu. Mais celui-ci est lui-même de nature opposée au continu-discontinuu que représentera la rupture définitive d'avec la succession de systèmes de domination. Avec lui le discontinuu rompt également avec le continu antérieur ; il inaugure un complexe humain supérieur, opposition directe et complément du Cosmos.

La Ciotat, août 1978.

G.Munis.



*Des paysans égyptiens sélectionnent le grain (fresque d'une tombe de la vallée des Rois, à Thèbes).*

## VIEILLES NATIONS, NOUVELLES LUTTES, VIEILLES RENGAINES

Quelle est la signification des luttes de libération nationale, lorsqu'aujourd'hui, elles se développent vigoureusement contre la Russie ? On sait que depuis la deuxième guerre mondiale, l'Afrique et l'Asie ont vu apparaître de nombreuses nations, libérées du joug colonial, et dont une bonne partie est allée rejoindre la banlieue de Moscou. Ce phénomène, baptisé décolonisation, a été longtemps considéré comme progressiste par différents courants se réclamant du mouvement ouvrier et de Lénine.

Celui-ci s'est sans doute retourné plusieurs fois dans ses bandelettes, tant sa position sur la question a été galvaudée, déformée et momifiée. En effet, Lénine et les bolchéviques, à la suite de Marx, affirmaient que les révolutionnaires devaient soutenir les luttes de libération nationale des nations opprimées par les nations impérialistes ou colonialistes, s'allier organisationnellement aux prolétaires de ces pays pour faire pièce aux manoeuvres des bourgeoisies locales et enfin s'allier aux bourgeois radicaux des pays les plus arriérés.

Or déjà à l'époque, d'autres révolutionnaires, avec en tête Rosa Luxemburg, s'opposaient vertement à ce qu'ils considéraient comme un abandon du centralisme et de l'objectif révolutionnaire immédiat, mis à jour dans la période où il polémiquaient (1916-19). Selon elle, il ne s'agissait rien moins que d'abandonner les prolétaires des nations opprimées aux mains de leurs bourgeoisies respectives :

"...ce fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'une phrase creuse, une foutaise petite-bourgeoise.

Que signifie ce droit en effet ? C'est un principe élémentaire de la politique socialiste, qu'elle combat, comme toute sorte d'oppression, celle d'une nation par une autre. Si malgré tout, des hommes politiques aussi réfléchis que Lénine, Trotsky et leurs amis, qui n'ont que haussements d'épaules ironiques pour des mots d'ordres utopiques tels que "désarmement", "société des nations" etc. ont fait cette fois leur cheval de bataille d'une phrase creuse du même genre, cela est dû, nous semble-t-il, à une sorte de politique d'opportunité."

" Malheureusement(...), le calcul s'est révélé entièrement faux : tandis que Lénine et ses amis espéraient manifestement que, parce qu'ils avaient été les défenseurs de la liberté nationale, et cela jusqu'à la séparation complète, la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Lithuanie, les pays baltes, le Caucase, etc., deviendraient autant d'alliés fidèles de la Révolution russe, nous avons précisément assisté au spectacle inverse : l'une après l'autre, toutes ces "nations" utilisèrent la liberté qu'on venait de leur

octroyer pour s'allier à l'impérialisme allemand contre la République russe."

Rosa Luxembourg. La révolution russe.  
(Ed.Spartacus. p.17 & 18)

Néanmoins, l'ardeur de la polémique, atisée par l'urgence de la situation, n'empêcha jamais ces révolutionnaires d'admirer Lénine et Trotsky, tant pour leurs qualités intrinsèques que pour la hauteur de vue qui les animait, y compris sur la question nationale. C'est qu'essentiellement, Lénine et Trotsky oeuvraient pour donner au prolétariat le rôle dirigeant dans toutes les luttes. L'erreur était de mener ce travail dans le combat national, où la classe ouvrière avait tout à perdre et rien à gagner.

Les bolchéviques (et d'autres avec eux, sur ce terrain) ne s'appuyaient pas seulement sur la situation de l'Empire Russe. Ils avaient aussi en tête l'action de Marx et d'Engels dans la Première Internationale, en faveur de l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande. Ces luttes constituèrent en Europe une excellente mobilisation des prolétaires contre leur propre bourgeoisie, élargissant l'horizon des organisations ouvrières encore enfermées dans les cadres nationaux. Elles insufflèrent à Lénine sa magnifique proclamation du défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien, sans laquelle la révolution d'Octobre n'est pas compréhensible.

Le fond internationaliste des bolchéviques estompa partiellement le caractère erroné de leur position sur "l'auto-détermination des nations", jusqu'aux premières difficultés de la révolution, où elle constitua un facteur nettement négatif, durement ressenti par les révolutionnaires européens. Le reflux révolutionnaire en Allemagne et la transformation contre-révolutionnaire en Russie ne permirent pas de résoudre un débat pourtant tranché dans les faits. Aussi parmi les tendances qui s'opposèrent à la dégénérescence puis à la contre-révolution (sans la percevoir explicitement comme telle) staliniennes, celles qui furent les mieux structurées n'eurent pas la capacité de remettre en cause cette erreur.

L'Opposition de Gauche italienne, regroupée derrière Bordiga, se fit exclure de la III<sup>e</sup> Internationale (en fait déjà transformée en Komintern). Sur la question nationale, elle systématisa l'erreur de Lénine, sans pouvoir assimiler tout ce qui avait pu changer pour le prolétariat avec la contre-révolution à partir de la Russie, et sur ce quoi nous reviendrons plus loin. Durant la guerre de 39-45, les différentes fractions de ce courant ne surent défendre le défaitisme révolutionnaire qu'à partir de 1942. Dans l'après-guerre, elles se regroupèrent en un Parti qui se scinda bientôt en deux, entre autre à cause de divergences sur la question des luttes de libération nationale. Seul le PCI-Programme Communiste (1) continua de véhiculer l'ancienne position

---

(1) Adresse : Editions Programme, 17 rue René Leynaud, 69001 Lyon.

de Bordiga. Conséquemment, il défendit la libération nationale de l'Algérie et se rangea derrière le FLN, identifié comme parti de la "bourgeoisie radicale" d'un pays arriéré. Cette organisation révolutionnaire, refusant de considérer l'absorption des luttes de libération nationale dans les luttes inter-impérialistes, se retrouva à la remorque d'une clique téléguidée par Moscou et Le Caire.

L'autre Opposition de Gauche à la III<sup>e</sup> Internationale, plus importante par son nombre et son audience, fut bien sûr celle regroupée derrière Trotsky. Sa position sur la question nationale fut tout d'abord celle de Lénine... et de Trotsky, inchangée jusqu'à la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. En 1939, lorsque la deuxième guerre mondiale éclata, la IV<sup>e</sup> publia aussitôt un manifeste défaitiste révolutionnaire, inspiré directement de celui de Lénine, un quart de siècle auparavant. Mais derrière cette excellente déclaration de principe, on ne trouva réellement que quelques groupes authentiquement communistes (en France, au Mexique, en Grèce,...) qui surent défendre becs et ongles l'internationalisme prolétarien. Constituée de bric et de broc (bric du SWP américain, broc de "la Vérité" en France, par exemple), la IV<sup>e</sup> bascula rapidement dans la "Résistance" nationale, où elle s'inféoda mortellement au stalinisme. Elle ne pouvait plus être une force révolutionnaire.

Notre tendance, illustrée à ce moment-là par des militants trotskystes espagnols, réfugiés au Mexique et en France, maintint fermement le cap internationaliste et rompit avec la IV<sup>e</sup> en 1948, lors de son premier congrès, sur la question des résistances nationales et de la nature de l'URSS. Désormais, la IV<sup>e</sup> et ses filiations ne furent plus qu'à la traîne du stalinisme et soutinrent toutes ses perfidies, en particulier les prétendues luttes de libération nationale, en réalité simples conflits inter-impérialistes où ils se rangèrent dans le camp russe(1). De LO à la Ligue en passant par toutes les tendances, ils soutinrent tous le bourreau Ho-CHI-Minh, massacreur des prolétaires vietnamiens... et des trotskystes en particulier. Libérer le Vietnam de la présence américaine signifiait simplement l'emprisonner dans les griffes russes, sans aucune considération quant à l'existence du prolétariat et à la nécessité d'une politique qui lui soit propre, au Vietnam comme ailleurs.

Car c'est bien là que se trouve le changement par rapport aux conditions qui prévalurent jusqu'à la première guerre mondiale. Auparavant, les luttes de libération nationale n'étaient pas pour autant des combats de la classe ouvrière. Mais elles pouvaient bénéficier au prolétariat dans la mesure où elles s'intégraient au développement social engendré par le capitalisme, bousculant les vieilles entraves des systèmes sociaux antérieurs, favorisant l'expansion de la classe ouvrière et entraînant le projet communiste à embrasser une réalité toujours plus vaste.

---

(1) Sur les épigônes trotskistes, voir notre brochure "Analyse d'un vide, 50 ans après le trotskisme".

A l'ampleur du développement social capitaliste, répond l'ampleur de la capacité prolétarienne à imposer le communisme et à impulser par là-même un nouveau mode de développement social. Or les bornes de ce développement capitaliste ont été mises en évidence par la possibilité et la réalité d'une première guerre mondiale, indiquant l'accomplissement de la domination du capital sur la planète. Cette domination complète signifie que même si l'on rencontre des survivances de modes d'exploitation antérieurs, elles sont reliées, intégrées, absorbées totalement par les circuits mondiaux de l'exploitation capitaliste. Dès lors, plus aucun développement social d'ensemble n'est possible sous l'égide du capital, le système capitaliste est caduc, décadent ; croissance et développement, jusque là concomitants, se découplent et s'opposent même. A ce stade de développement, correspond la capacité du prolétariat à affirmer d'emblée pour le monde entier, le projet révolutionnaire communiste. Cette capacité signifie que même si l'on rencontre des exploités d'un autre type que les prolétaires, ils ne peuvent plus avoir la moindre indépendance relativement aux objectifs prolétariens. En effet ils sont reliés et soumis au même mode général d'exploitation et d'oppression ; on doit les considérer comme une partie du prolétariat mondial. Les combats ne concernant pas directement et uniquement la classe ouvrière, non seulement ne lui servent pas, mais lui sont désormais irréductiblement opposés.

A cette impossibilité de développement social par le capitalisme, a correspondu l'offensive mondiale du prolétariat. L'embrassement communiste, entre 1917 et 1937, fut et reste la seule possibilité offerte à l'humanité pour un redémarrage de son développement, libéré cette fois-ci du carcan étouffant de la loi de la valeur, du salariat et de l'Etat. L'échec de la tentative communiste s'est d'abord manifesté en Russie, alors que l'impulsion de la lutte mondiale du prolétariat y avait été donnée. L'ignominie de la contre-révolution entamée en Russie, provient non seulement de sa bestialité sanglante (bien connue aujourd'hui de tous), mais surtout de l'escroquerie sur laquelle elle repose. A savoir que par le mensonge, la terreur et la vénalité, la contre-révolution stalinienne a répandu la confusion hallucinante du communisme et du capitalisme d'Etat.

La Russie stalinienne, produit et agent de la contre-révolution, a peu à peu constitué un bloc militaro-économique en procédant par des guerres de rapine et des alliances successives avec toutes les grandes puissances impérialistes. Elle a englouti les Etats baltes et un bout de Pologne en s'alliant avec Hitler ; les USA (1) lui ont "laissé" huit pays en Europe et quatre en Asie, pour s'être laissé attaquer par son allié nazi de la veille. Invariablement, Staline et ses sbires occidentaux entonnaient

---

(1) Les distensions dans le Bloc de l'Est (questions nationale, religieuse, militaire) ne doivent pas faire oublier par ailleurs, les réajustements de l'hégémonie US en occident. Néanmoins, on ne rappellera jamais assez que la contradiction fondamentale n'est pas entre les blocs mais entre les classes.

l'incantation magique du "droit à l'auto-détermination des peuples" en dansant autour de la momie de Lénine. Poursuivant avec résolution et bénédiction patriarcale, la politique des Tsars, l'Etat russe a ainsi mené à bien la "libération" ou la "guerre de libération" d'innombrables peuples, nations, ethnies, tribus ou copains dans le monde. C'est que de fait, la libération nationale est devenue une impossibilité avec la décadence. Sauf mauvaise foi ou bêtise congénitale aggravée, il n'est pas possible de confondre ce que Lénine entendait par lutte de libération nationale (ce que nous avons résumé au début de l'article), et l'annexion pure et simple avec mise en coupe réglée des pays, que l'Empire russe a pratiquée sous la même appellation de 1940 à 1980. La concurrence et l'affrontement avec l'autre bloc (USA) lui ont ravi une à une toutes les nations qui étaient politiquement et géographiquement en mesure de le faire, préférant l'infâme joug américain à la délectable libération russe (Yougoslavie, Chine, Albanie, Algérie, Egypte, Somalie, etc.). Le ralentissement, puis l'arrêt des "libérations" s'est fait principalement suite à la désorganisation d'une économie fragile, entièrement absorbée par l'effort de guerre, seule ressource réelle d'un empire dont le fondement est l'écrasement de toute lutte prolétarienne. C'est cette même lutte prolétarienne, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui a désorganisé un à un tous les rouages du Parti-Etat, par la résistance passive, la grève et l'insurrection. Lentement mais sûrement, les prolétaires ont fermenté la désagrégation du bloc russe.

La lutte de classe a progressivement engendré des secousses telluriques d'intensité croissante (1) et dont l'épicentre s'est implacablement rapproché du Kremlin. La lente désagrégation du bloc de l'Est a alors directement touché les pays voisins (voir Alarme n° 46) et corrode maintenant les liens avec les pays absorbés au début de la deuxième guerre mondiale (les états baltes) ou même au moment de la formation de l'URSS, comme la Géorgie, saignée à blanc par le géorgien Staline, ou l'Arménie.

Or jusqu'il y a fort peu de temps, il n'y avait aucune organisation ou lutte nationalistes dans ces nations. Toutes se sont créées et exprimées dans les défaillances de la répression, dues à l'action ouvrière. En Lituanie (ancien duché du royaume de Pologne et Lituanie) par exemple, l'impact des luttes ouvrières en Pologne a été déterminant et explique en partie l'avance de cette nation dans le processus centrifuge en cours.

On retrouve apparemment une situation nationale antérieure à la première guerre mondiale. Cependant, et la différence est de taille, les solutions et les propositions d'auto-détermination nationale qui sont présentées à la classe ouvrière, sont encore plus fragiles qu'à l'époque. Alors même que cette indépendance est à peine formulée, et que le bloc russe n'a pas encore éclaté (et

---

(1)1953 à Berlin, 1956 en Hongrie et Pologne, 1968 en Tchécoslovaquie, 1970-71-76-80-81 en Pologne, 1987 en Roumanie, les innombrables grèves et soulèvements en Russie, etc.)

de multiples forces centripètes s'y opposent dans le Parti-Etat, l'Armée et l'Eglise), les appétits féroce-ment capitalistes des fractions nationalistes se font déjà sentir. Elles exposent effrontément leur volonté anti-ouvrière et leur désir de se jeter dans le giron des empires occidentaux ou autres. Ainsi les islamistes du sud caucasien lorgnent vers l'Iran ou l'Irak ou... ou celui qui paiera le plus ! L'impossibilité de libération nationale dans un système qui ne peut laisser de place à de nouvelles entités nationales indépendantes depuis plus de 70 ans, mène ces fantômes nationaux à errer de bloc en bloc, à la recherche d'un point d'ancrage où ils se feront absorber.

En aucun cas le prolétariat ne peut soutenir une telle aspiration sans perdre toute existence. Il lui faut refuser d'arbitrer entre les tenants d'une dépendance nationale envers l'Europe et les USA, et les tenants de la dépendance russe. A l'ordre du jour et en permanence, c'est le noyau subversif fondamental des communistes qui doit être mis en avant :

Lutter contre sa propre bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle perde la guerre, économique et politique, et transformer la guerre inter-impérialiste en révolution socialiste.

Federación Obrera Departamental  
 Puerto Deseado  
 Al Pueblo Trabajador.  
 COMPAÑEROS!  
 Treinta camaradas nuestros están  
 presos por la tiranía Capitalista.  
 No obstante todavía quedamos muchos  
 trabajando por la causa  
 con mayor entusiasmo contra más tiranía.  
 ¡ VIVA LA HUELGA!  
 EL COMITÉ de Huelga



Sociedad Obrera  
 de Rio Gallegos

AL PUEBLO TRABAJADOR  
 SALUD!

COMO ACTO DE SOLIDARIDAD  
 CON NUESTROS COMPAÑEROS  
 DEL CAMPO LA SOCIEDAD OBRE-  
 RA DE OFICIOS VARIOS DE RIO  
 GALLEGOS HA RESUELTO DECRE-  
 TAR UN PARO GENERAL POR  
 TIEMPO INDETERMINADO.

La Comisión Directiva  
 y la Comisión de Huelga

NOTA: Comunicamos a nuestros compañeros  
 y al público que el Sr Rodolfo Ha-  
 mann firmó el primer pliego de con-  
 diciones por su establecimiento LA-  
 GUNA DEL ORO.

Affiche en papier carton pour les ouvriers du Port-Deseado durant les sanglants événements de Dec. 1920.

\*\*\*

"Fédération ouvrière départementale. Port-Deseado. Au peuple travailleur. Camarades! Trente de nos camarades sont prisonniers de la tyrannie capitaliste. Néanmoins nous sommes nombreux encore à travailler pour la cause avec beaucoup plus d'enthousiasme contre plus de tyrannie. VIVE LA GREVE!  
 Le comité de grève."

Grève générale pour un temps indéterminé : ainsi a commencé la première grève rurale en Patagonie.

\*\*\*

"Comme acte de solidarité avec nos camarades paysans la société ouvrière de différents métiers de Rio-Gallegos a pris la résolution de décréter la grève générale pour un temps indéterminé."

DOCUMENTS SUR LE MOUVEMENT OUVRIER DU SUD DE L'ARGENTINE AU DEBUT DU SIECLE.

## ENCORE UN PLAT PIQUANT DU CCI

"Il veut être la synthèse, il est une erreur composée. Il veut planer en homme de science au dessus des bourgeois et des prolétaires; il n'est que le petit bourgeois, balloté constamment entre le Capital et le Travail, entre l'économie politique et le communisme."

K. Marx "Misère de la philosophie"

Dans le numéro 188 de "Révolution internationale"(1) , le CCI a cru faire oeuvre utile en épinglant la prétendue irresponsabilité du FOR et de Battaglia Comunista pour leurs positions respectives sur la Roumanie. Et jetant l'anathème de la façon la plus comique, le très autorisé CCI de conclure "Heureusement que BC, pas plus que le FOR, n'a aucune influence au sein de la classe ouvrière..." (imparable!!). Rien que de très banal, somme toute, de la part de cette organisation gonflée comme une baudruche. Rien de surprenant aussi à ce qu'elle nous cite incorrectement ainsi que nous le vérifierons plus loin. Ses pratiques anti-révolutionnaires sont désormais connues. Et nous en sommes persuadés, jouant de ressorts identiques à ceux de la concurrence capitaliste, le CCI voudrait assommer les autres groupes politiques avec une production "polémique" volumineuse. Dans un passé récent, nous lui avons déjà signifié que cette abjection constituait en partie le fond de ses attaques répétées, l'autre partie relevant de mobiles sectaires dans le vrai sens du terme. De plus, nous estimions alors que dans ces conditions, le FOR avait épuisé tous les aspects polémiques d'une éventuelle discussion entre nos deux organisations. Les dernières frasques du CCI entraîné dans un tourbillon dégénèrescent, nous confortent dans cette opinion. Toutefois, nos forces actuelles, pour le moins réduites, ne nous permettent pas de laisser impunies certaines considérations à notre encontre.

"Roumanie : une insurrection, pas une révolution". C'est sous ce titre que nous avons exposé notre position sur la Roumanie dans ALARME n°46. S'abattant sur le mot insurrection comme la misère sur le pauvre monde, le CCI a voulu nous faire dire n'importe quoi. "Révolte spontanée des masses", "situation pré-révolutionnaire", "insurrection prolétarienne", sont autant de termes qui lui appartiennent mais qu'il nous attribue insidieusement afin de nous discréditer. La critique du CCI est tellement vénimeuse qu'il nous faudrait presque présentement citer tout notre article. C'est inconcevable. Relevons donc deux falsifications. La première, "Le

---

(1)Le Courant Communiste Internationaliste publie cette revue en France. R.I. Boîte Postale 581 - 75027 - Paris Cedex 01.

prolétariat... a contribué largement à mettre en oeuvre... les changements survenus à l'Est" est un collage de morceaux de phrases différentes. Le but recherché est de rendre les propos du FOR complices de revendications dites démocratiques, calomnie! La seconde, "Des mesures comme l'armement du prolétariat, le maintien des comités de la production...", voit la substitution d'un mot. "Production" n'existe pas dans l'original. Il est écrit "comités de vigilance". Mais "production" fait mieux pour sous-entendre que le FOR serait autogestionnaire, autre calomnie! Les mensonges maintenant. Le FOR n'a pas vu "que l'Etat-major téléguidé par Moscou ne faisait qu'appliquer son plan...". Le FOR est plus malin car il a anticipé les révélations à ce sujet. Et enfin ceci, "Qu'un groupe comme le FOR ne se soucie nullement du cadre international pour comprendre la nature de classe des événements en Roumanie...", est non seulement faux mais injurieux eu égard à nos origines internationalistes. Cette liste n'est pas exhaustive.

Quel est donc le problème du CCI puisque notre article sur la Roumanie ne laissait apparaître aucune concession à quelque fraction capitaliste que ce soit? Le CCI veut nier toute relation entre la lutte de classe et les affrontements armés dont nous avons été les témoins éloignés. Allez, à la trappe les ordres et les menaces d'Ion Iliescu aux civils armés dont faisaient partie de nombreux ouvriers. A la trappe aussi les grèves qui agitent le pays depuis 1977, comme le souligne avec forces détails l'Union Prolétarienne dans le n°5 d'RIMC(1). Certes, ainsi que nous l'avons exprimé, le prolétariat roumain s'est rapidement dissout dans le peuple. Mais quelles consignes auraient du dès le début avancer des révolutionnaires présents sur le terrain? Rendre poliment les armes, retourner à l'usine, y faire grève et émettre quelques plaintes contre la vie chère, ainsi que le suggère le CCI? Position assurément "responsable" mais non-révolutionnaire. Pour gagner en crédibilité, le CCI aurait pu aussi s'éviter de verser dans la phraséologie en s'entichant à tort d'intérêts de classe qu'il confond honteusement avec la défense des conditions de vie des exploités. Pour notre part, conséquents avec l'idée que les conditions objectives de la révolution communiste sont présentes à l'échelle mondiale, nous tenons à la devise "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! Armes, pouvoir, économie au prolétariat!". Aucune fièvre activiste ne nous échauffe la cervelle ainsi que le prétend le CCI en affirmant que nous courrons après tout ce qui bouge. Son présent culot n'a d'égal que sa faiblesse opportuniste d'hier, lorsqu'il cavalait après les manifestations syndicales (2).

Rien n'est gratuit et c'est pourquoi le FOR s'est encore demandé quelle mouche avait bien pu piquer le CCI. Avec un peu d'attention, nous en avons découvert les raisons dans le numéro suivant de RI, le 189. Dans un article intitulé "Le prolétariat mondial affaibli par le "vent d'Est" (à force, ça décoiffe), le CCI nous livre une nouvelle orientation. Résumons-la. Un,

---

(1)Revue Internationale du Mouvement Communiste :

RIMC BP 11 75965 Paris Cedex 20

(2)Voir Alarme N°5 "Organisation et activité révolutionnaire"(1979)

l'effondrement brutal du stalinisme n'est pas l'oeuvre des luttes du prolétariat oriental mais de la décomposition du capitalisme à travers sa crise économique présente. Deux, il s'ensuit conséquemment un profond recul de la conscience de classe du prolétariat mondial au point que "c'est la perspective-même de la révolution communiste qui est affectée". Trois, le prolétariat occidental "le plus expérimenté du monde" est stoppé dans son élan revendicatif et unitaire des années 80 naguère consacrées "années de vérité". Voilà! On saisit facilement l'objet de cette construction arbitraire dont il est inutile de reproduire les subtilités annexes. In-extremis, le CCI doit mettre au rencart un pronostic erroné, les fameuses "années de vérité". Et notre confiance objective dans le prolétariat mondial contrecarre ce projet.

Rien n'est gratuit, avons-nous dit. Et ça vaut dans les deux directions. Mais nous avons déjà rempli notre devoir de réponse en découvrant les mobiles du CCI. Ce qui jaillit du schéma précédent, motivé par les "années de vérité" subitement défuntes, est autrement plus révélateur. Premièrement, le CCI charge les rebondissements de sa crise idéologique sur le dos du prolétariat (de l'Est pour le moment). Deuxièmement, il amorce une retraite désespérée qui lui fait mettre en question l'affirmation de la perspective communiste. Enfin troisièmement, il signe sa reddition en établissant un quelconque rapport entre la déconfiture stalinienne et l'affaiblissement de la conscience de classe. Autant la négation des deux premiers points conduirait le CCI à admettre honnêtement qu'il s'était trompé avec ses "années de vérité", ou qu'elles étaient indépendantes de la perspective communiste; autant la négation du troisième recèlerait une concession de taille au stalinisme, auquel devait être alors conséquemment dévolu un rôle progressiste. Trop simple, objectera le CCI. D'une part la simplicité n'est pas un vice, d'autre part à l'origine de ses bourdes tout est d'un simplisme effarant, à l'image de cet effondrement brutal du stalinisme sans intervention violente du prolétariat. Ou comment rayer d'un trait de plume soixante années de contre-révolution stalinienne, pouvons-nous dire. Mais notre réfutation serait inachevée si nous ne rajoutions pas que le CCI se perd encore dans de nouvelles conjectures, en sur-estimant le prolétariat occidental et en sous-estimant l'oriental. Le poids de ce dernier l'emportant négativement, paraît-il, le CCI s'imagine pouvoir déduire un rapport de force mondial défavorable aux avancées révolutionnaires locales (à l'Est, c'est plus patent). Ceci s'appelle au CCI, au nom de l'internationalisme, ne pas répéter les erreurs du passé, ou tenir compte de ses échecs; à ce niveau tout dépend de son humeur et de l'organisation qu'il lui faut clouer au pilori. Nous ne discuterons pas les références de ses estimations et de son nouveau pronostic, car dans ce domaine

précisément, c'est l'absence de toutes références révolutionnaires qui fait la loi chez lui, condamnant de ce fait toute sa méthode. Qu'il soit dit simplement qu'aucune expression de la lutte de classe contemporaine, évidemment pas même celle de la décennie passée, ne s'est encore hissée à la hauteur de la vague révolutionnaire de 1917-1937. Or c'est justement le dépassement de celle-ci, tant dans ses objectifs immédiats pour la révolution russe, que dans son ampleur internationale pour l'espagnol, qui annoncera l'ouverture d'une future période révolutionnaire. L'obstacle à surmonter est en grande partie d'ordre idéologique, et réside effectivement dans la compréhension des erreurs et l'interprétation des échecs du passé. Mais mettre au compte de ceux-ci un défaut d'internationalisme, c'est à nouveau choir dans la plus totale confusion, entre révolution et contre-révolution.

Ouvrons maintenant une parenthèse. Où va le CCI? Ce genre de question serait oiseuse s'il s'agissait d'entrevoir l'avenir de cette organisation avec nos seuls principes (l'inverse est la pratique courante). Déjà lors de son dernier congrès (1), le CCI avait mis à l'index des tendances qui sous-estimaient "la gravité réelle de l'effondrement de l'économie capitaliste...". Il avait même pour ce faire banni de ses indicateurs économiques le "produit national brut" et le "volume du marché mondial", nouvellement décrétés peu fiables et suspects d'appartenir à la propagande bourgeoise. Les épouvantails anti-crise que nous sommes, inclinent à penser que la prétendue crise économique ne faisait plus si allègrement l'unanimité. L'ultime virage peut-il "sauver" la crise d'une remise en cause plus évidente? Nous en doutons pour deux raisons. La première, c'est que la dite crise, hier gage des succès à venir (les "années de vérité"), s'est aujourd'hui transformée en son contraire en abattant bêtement le stalinisme. La deuxième, c'est que le nouveau cours force à la reconsidération du dernier congrès placé sous le signe des "années de vérité". Et là, le sceau de l'arbitraire qui frappe le PNB et autre chose, peut peut-être apparaître, car le CCI reconnaît quelque part ne pas disposer "des chiffres exacts permettant de calculer au niveau mondial le réel déclin de la production capitaliste..." (1). Permettons nous une intrusion. Il est vain de gloser mais par contre il n'appartient plus au FOR de prouver la non-crise qui glaçait d'effroi l'enthousiasme excessif du CCI des "années de vérité" (2). Et de toute façon, qu'il soit répété que notre optimisme n'a jamais été entamé par notre négation de la crise économique (3). Brisons là. Après la crise et les "années de vérité", quoi d'autre? Dans un article sur l'Allemagne dans le n°189 de RI, il est dit que "le risque de guerre mondiale (est) aujourd'hui écarté par l'implosion du bloc de l'Est, (et) n'est pas en train de réapparaître dans l'immédiat". Bien! Le mérite de l'ancienne construction qui voyait des luttes prolétariennes si puissantes qu'elles empêchaient le capitalisme de mobiliser pour la guerre, à défaut d'être juste

---

(1) 8° Congrès du CCI - "Revue internationale" n°59, 4°Trim.89

(2) Voir notre article "Deux vérifications négatives", L'arme de la critique n°2.

(3) Voir notre brochure "Organisation et conscience de classe"

valait au moins au CCI de préserver ses principes. Apparemment ce n'est plus le cas. Hier, selon la théorie des cours historiques avec ses deux entités antinomiques, le "cours vers la révolution" niait bien le "cours vers la guerre". Aujourd'hui, le premier est amputé et le second patiente. Dans l'immédiat et pour le moment, nous dira le CCI (il cogite). D'accord! Alors dans l'immédiat et pour le moment, la théorie des cours que nous ne partageons pas, est inopérante. Et ce n'est pas un sujet de plaisanterie, le CCI le sait, lui qui avec un "cours vers la guerre" rejette comme pure invention la révolution espagnole que le FOR défend. C'est pourquoi nous ne doutons pas un instant qu'un rétablissement du CCI dans ses ornières soit à prévoir. Echaudés, nous en connaissons dès à présent le contenu : censure et débandade. Fermons la parenthèse.

Confusion entre révolution et contre-révolution sur fond d'éventuelles concessions au stalinisme, disions-nous en considérant le CCI nouveau. Ce n'est pas fortuit. En effet, pour cette organisation, la contre-révolution serait vaguement le fait de la trahison bolchévique qui, dès le second congrès de l'Internationale Communiste (IC), renverserait peu à peu les mots d'ordre de la révolution mondiale en introduisant dans l'arsenal tactique, le parlementarisme, le syndicalisme, le front unique, et le soutien aux luttes de libération nationale. Ce faisant, le CCI nous offre une interprétation anti-historique d'avantage inspirée par ses positions présentes que par un examen sérieux des congrès de l'IC, et particulièrement du premier. Qu'il invoque la "Gauche Allemande" à son secours n'y change pas grand chose, car là encore la volonté d'exorciser les faits l'emporte sur l'esprit d'étude. Quant au stalinisme, il serait le fruit de la trahison précédente, "l'héritier" comme il est écrit quelque part, et il n'aurait pour tout bagage contre-révolutionnaire lui appartenant en propre, qu'une malversation idéologique, le mythe de la "patrie socialiste". D'ailleurs que peut-il posséder d'autre, et quelle marge d'action peut-il lui être réservée quand le CCI clot la période révolutionnaire en 1923 ? Passons. En alléguant un quelconque "héritage" du stalinisme, le CCI ne met plus en évidence, voir même dissimule quelque peu, la rupture de la continuité révolutionnaire qu'a représenté le sabordage de l'internationalisme par la clique stalinienne. Dans ces conditions, s'apprêter à livrer un combat idéologique contre le mythe de la "patrie socialiste" est non seulement insuffisant mais fleure l'opportunisme. Nous n'avons pas inventé les propos du CCI et le lecteur peut consulter les brochures de ce groupe, "La décadence du capitalisme" (page 24), et "Plate-forme et Manifeste" (page 33). Il peut tout au plus nous être reproché d'avoir osé des déductions à partir de certains écrits triés sur le volet. Nous avouons, et il est indubitable que le CCI colmate ses carences par d'autres affirmations. Mais nous n'avons ni le loisir, ni le plaisir de prendre en compte son éclectisme qu'il veut faire passer pour de la largeur d'esprit.

Lorsque dès 1924, la clique stalinienne parvenue à la direction du parti, se prononce pour la construction du soit-disant socialisme dans un seul pays, il ne faut entendre qu'une réaction nationaliste du capitalisme d'Etat russe, et absolument rien

d'autre. Il ne pouvait nullement s'agir de construire le socialisme après le recul mercantile de la NEP en 1921. En effet, cette nouvelle politique économique était consignée, dans les faits et dans les textes, comme du capitalisme d'Etat tolérant toutefois encore une certaine liberté de commerce, ainsi que quelques initiatives privées fortement réglementées. On le sait, en 1927 la bureaucratie en finira avec elle et concentrera toutes les activités économiques dans les mains de l'Etat. Dans l'esprit d'un Lénine ou d'un Trotsky, la NEP qui avait jeté les fondements matériels de la contre-révolution politique dirigée par Staline, avait été préalablement conçue comme un repli tactique dans le domaine économique pour faire face à l'isolement du pouvoir révolutionnaire en Russie. Pour expliquer l'origine de l'échec russe, le CCI ne veut communément retenir que cet isolement. C'est à nouveau insuffisant car il faut aussi désigner complètement l'autre plaie. Les bolchéviques ont commis une erreur en substituant leur pouvoir à celui de la classe, le CCI le consent. Mais s'ils l'ont fait, c'est en croyant à tort, par ailleurs, qu'ils pouvaient dominer les rapports de production capitalistes dans l'attente de la révolution mondiale, et à présent le CCI se tait. Or dans l'intérêt de la révolution mondiale, il aurait cent fois mieux valu que la révolution russe périsse pour ce qu'elle n'avait pas été, une révolution immédiatement socialiste, plutôt que par ce qu'elle fut réellement, une révolution permanente stoppée net par la NEP dans son déroulement. Ainsi, les contours de la contre-révolution auraient été plus évidents, et celle-ci aurait probablement pris la forme d'une contre-révolution bourgeoise certainement ancrée à l'extérieur du territoire dominé par la révolution. Telle ne fut pas la réaction stalinienne qui de ce fait trompa tout le monde. Nous ne pouvons pas rattrapper le temps sinon en tirant des enseignements. La force du mythe de la patrie socialiste, qu'il convient de relativiser, provient précisément de ce que la bureaucratie et la bourgeoisie, bien que toutes deux capitalistes, ne sont pas identiques. Et le prolétariat mondial a été confondu par la disparition de la seconde en Russie. Le CCI s'empêche la lutte idéologique qu'apparemment il s'est proposé, en arguant un pouvoir bourgeois là-bas. Ce n'est pas sa seule faiblesse car, n'enregistrant pas ou mal les erreurs du passé, il défend l'idée d'une future révolution uniquement politique (à première vue), non sociale, et ce indépendamment du degré de développement rencontré dans chaque pays. Cette conception ne peut être imputée aux bolchéviques, pour qui le bouleversement social, anti-capitaliste, était certes conditionné par l'extension de la révolution, mais seulement notons-le, parce que la Russie était un pays arriéré. De là leur conception de la "révolution permanente", transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste sous l'égide de la dictature prolétarienne. Pour reprendre le mot de Lénine sur l'avenir de la révolution sociale en Russie, les bolchéviques espéraient que, plus avantagés, les ouvriers occidentaux sauraient leur montrer "comment ces choses-là se font". Par conséquent, vouloir faire preuve d'orthodoxie dans le sens du CCI, conduit à oter toute volonté de transformation sociale aux révolutionnaires d'autant. Et du coup, à rebours, que la clique stalinienne ait voulu véritablement construire le

socialisme, doit être posé en postulat. Le CCI y échappe rarement et aujourd'hui c'est donc lui qui doit être la cible d'un combat idéologique. Enfin, les reconsidérations théoriques sont généralement à la hauteur des leçons enmagasinées.

Pour sa part, le FOR rejette la révolution permanente pour les pays arriérés, le capitalisme d'Etat comme solution d'attente d'un Etat ouvrier isolé, et l'idée que l'Etat, un Parti, ou un collège de partis puissent être les organisateurs de la transformation sociale qui échoit à l'ensemble de la classe ouvrière. Par ailleurs, il adopte des axes d'attaque dont le moindre n'est pas que l'Etat, pour si ouvrier et dictatorial qu'il soit, doit dépérir dès les premiers pas de la révolution. Ceci entre étroitement en relation avec la capacité du prolétariat à se nier en tant que classe dans sa lutte anti-capitaliste.

De son côté le CCI élude la nature de l'économie de transition et bredouille que la dictature du prolétariat ne doit pas se confondre avec l'Etat. Le deuxième point est incompréhensible. Heureusement nous savons que le CCI entend par là un interdit posé à la classe ouvrière de s'ériger en classe dominante. Ignorons les sophismes qui justifient cette absence de parti-pris qui signifie en tout et pour tout la négation d'une révolution politique devant détruire de fond en comble l'ancien appareil d'Etat.

Résultat des courses pour le CCI : la révolution à venir ne sera ni sociale, ni politique. Le connaissant, c'est encore le meilleur moyen d'avoir toujours raison dans la société capitaliste. Au-delà...

Récapitulons maintenant. Après le premier congrès de l'IC, considérant la période, le CCI charge les bolchéviques de la contre-révolution. A l'autre bout, il dédouane le stalinisme, simplement mystificateur et lui-même mystifié. Au final, révolution et contre-révolution échangent leurs casquettes, tandis que le CCI, désemparé, se refuse à la moindre affirmation révolutionnaire. Nous schématisons à l'extrême ses travers pour faire ressortir l'orbite autour de laquelle gravitent les militants de ce groupe. En réalité, pour comprendre la genèse de ce dernier, il faut faire le chemin inverse en partant de sa farouche négation de la révolution espagnole qui, parce qu'immédiatement socialiste, a su elle désigner son principal ennemi, le stalinisme (journées de mai 37). Machons le travail : non-reconnaissance d'un mouvement de classe par manque de subjectivité révolutionnaire, incapacité à distinguer la nature du stalinisme - anti-communiste par essence - et enfin réexamen faussé de l'histoire, contraint par on ne sait quel souci d'objectivité. Nous le répétons, le CCI et d'autres n'ont pas l'exclusive en ce qui concerne la négation de la révolution espagnole. A l'époque, les staliniens la niaient aussi, l'analogie ne servant que pour forcer la réflexion. Il est vrai que pour sa part, en bout de course, le CCI prétexte un cours irréversible vers la seconde guerre mondiale. Nous lui avons déjà répondu sinon par écrit du moins oralement, que l'écrasement de la révolution espagnole était un préalable au déclenchement de la guerre, et considérant ceci dans ce qui nous oppose à ce sujet, qu'il ne peut plus s'agir après que d'une question d'engagement révolutionnaire. Il est vain d'insister, passée cette limite. Mais à nouveau, le CCI

croit judicieux d'invoquer des pères, la Gauche Italienne, comme tout à l'heure la Gauche Allemande. Pour être plus exact, il faut dire la Fraction italienne de la gauche communiste qui publiait "Bilan" à l'époque, tendance éminemment contradictoire qui avait néanmoins parlé de révolution à propos du soulèvement ouvrier des Asturies en 1934. Mais quoiqu'en rapporte le CCI, l'objection majeure de cette Fraction à l'idée d'une révolution en Juillet 36, résidait essentiellement dans la question du Parti révolutionnaire qui, pour elle, ne pouvait objectivement pas exister. Les justifications théoriques de cette assertion, émises en juillet-août 36, sont à écouter pour deux raisons. La première, c'est que cette tendance badinait énormément moins avec la nature des événements que ne peut le faire aujourd'hui le CCI. La seconde, c'est qu'il est toujours opposé à nos origines trotskystes et internationalistes pendant la seconde guerre mondiale, la soit-disant rigueur théorique de la Fraction italienne. Alors écoutons-la :

" ... comment s'est-il fait qu'à l'instar de la Russie, de ce milieu social particulièrement favorable, des noyaux marxistes ne se soient pas formés de la puissance et de l'envergure des bolchéviques russes ? La réponse à cette question nous paraît consister dans le fait que la bourgeoisie russe se trouvait sur une ligne d'ascension (?? Ndlr) alors que la bourgeoisie espagnole, qui s'était affermie pendant des siècles, traversait alors une phase de décadence putréfiée. Cette différence de position entre les deux bourgeoisies reflétait d'ailleurs une différence de position entre les deux prolétariats et le fait que le prolétariat espagnol se trouve dans l'impossibilité de faire surgir de ses mouvements gigantesques (!! Ndlr), le parti de classe indispensable à sa victoire (!!! Ndlr), nous semble dépendre de la condition d'infériorité absolue où se trouve ce pays que le capitalisme a condamné à rester à l'écart de l'évolution politique actuelle."

("Bilan, contre-révolution en Espagne", ed. UGE 10/18 p.156)

C'est une explication complètement défectueuse et le passage sur la bourgeoisie russe est rétrograde par rapport aux "Thèses d'Avril" de Lénine, qui partant d'un constat inverse, ouvrirent la voie à l'action révolutionnaire du prolétariat. De plus, au niveau international, quel parti s'est renforcé dans le sillage d'une bourgeoisie montante ? Le parti social-démocrate, avec lequel rompit la gauche Zimmerwaldienne, comme réaffirmation de l'internationalisme face à la capitulation patriotarde du premier en 1914. Le parti bolchévique de 1917 fut d'avantage le résultat de cette césure que de ses origines social-démocrates auxquelles Bilan fait naturellement allusion. Arrêtons-nous pour dire qu'en Espagne, le parti devait être construit dans le feu des événements révolutionnaires. Comment ?(1) C'est une autre affaire qui ne regarde plus le CCI, à peine concerné qu'il est déjà par cette incartade sur la Fraction italienne de la gauche communiste.

---

(1) Sur l'Espagne, voir "Réaffirmation" dans l'Arme de la Critique n° 1

Dès ses origines, la contre-révolution stalinienne est en crise, comme partie de la crise de décadence du système capitaliste, ainsi que le FOR l'a développé dans "Parti-Etat, stalinisme, révolution" (Editions Spartacus). Mais comment saisir ce phénomène à la manière CCI? On estime qu'en 1925-26, la Russie achevait sa reconstruction, consécutivement à la première guerre mondiale et à la guerre civile (dépassement des indices de la production de 1913). Dix ans plus tard, le rythme de sa croissance industrielle, qui avait suivi une courbe ascendante entre-temps, était de 5 à 6 fois supérieur à celui du pays capitaliste le plus dynamique alors, et ce rythme ne devait réellement chuter qu'en 1941-42. Comment ceci s'inscrit-il dans le cycle "crise-guerre-reconstruction" du CCI comme interprétation de la décadence? Cela ne se peut pas même si le CCI, qui passe royalement outre le cas russe dans sa brochure sur la décadence, veut faire jouer sa définition toute personnelle de la reconstruction ("La décadence du capitalisme" p.58). Effectivement pour le CCI, cette dernière s'achève quand un pays considéré retrouve son niveau de compétitivité international. Il s'agit là d'une supercherie inventée pour poser l'origine de la soit-disant crise économique en 1967. Il faut jauger toute la brochure à la lumière de cette invention. Rapidement, dans l'entre-deux guerres, elle ne fonctionne pas, les USA ayant irrémédiablement détrôné l'Angleterre, par exemple, comme première puissance économique. Cela suffit pour nous! L'important réside dans ce que la croissance russe, entre 25 et 41, a été au plus haut point meurtrière et n'a jamais pu extraire le pays de son état arriéré. Croissance économique et développement social se sont odieusement manifestés en raison inverse l'un de l'autre (ce qui correspond à notre conception de la décadence). Soixante ans après, un Gorbatchev s'affronte toujours à la même réalité que ses ancêtres, ainsi qu'à la résistance de la classe ouvrière, résistance de moins en moins passive et de plus en plus ouverte, quoiqu'en dise le CCI qui déserte salement le terrain en véhiculant sans tempérence des fables sur l'alcoolisme et les illusions libérales (Lettre de Moscou. RI n°190). En juillet 89, les 175 000 ouvriers sibériens en grèves, en majorité des mineurs, ont ici et là pris des mesures pour interdire la vente d'alcool, et leurs revendications, certes empreintes de préjugés démocratiques, légalistes et autogestionnaires, visaient fortement la pléthore de chefaillons et de bureaucrates en tous genres. Alors critiquer notre classe, oui; la dénigrer, jamais! Et encore moins à l'aide d'arguments puritains avec lesquels les classes dominantes ont toujours dissimulé leurs propres vices.

En Russie, coincée entre l'inefficacité de la propriété étatique et la rigueur paupérisante des expériences dites libérales (mais contrôlées par l'Etat), la classe ouvrière n'a pas d'autre solution que confisquer toute l'économie pour son propre compte. Là-bas, les idéologues sont du côté de la révolution uniquement politique. Or ce n'est pas elle qui abattra définitivement le stalinisme dans l'âme.

---

---

"Dans le domaine économique comme dans le domaine culturel, les besoins de chaque individu, et ceux de l'ensemble de la société, ne connaissent pas de limite. Leur donner libre cours est l'objectif inséparable de la suppression des classes et de l'Etat que doit s'assigner, dès l'instant de son triomphe, la révolution socialiste. Dès le premier jour, la société de transition qui naîtra de cette victoire, doit se diriger vers cet objectif. Elle ne devra pas perdre de vue un seul instant l'interdépendance étroite qui existe entre la production et la consommation. Dans la société actuelle, le profit qui s'intercale, de la première étape de la production à la dernière étape de la consommation, réduit tantôt l'une, tantôt l'autre. Lorsque la consommation est restreinte, profit et production baissent - ce sont les crises dites à tort de "sur-production" - ils s'accroissent au contraire si la demande dépasse l'offre de la marchandise. Mais toujours la consommation des masses se voit réduite par le gaspillage des armées, des polices, des bureaucraties, et de toutes sortes d'activités parasites, en même temps que strictement limitée par la loi de la valeur qui met un prix au travail et au produit de celui-ci, y compris aux connaissances scientifiques et à la culture en général. La taxation du pris du travail par l'Etat aggrave la situation de l'ouvrier, car elle le laisse sans défense devant le capital. Dans la société de transition, le profit, sous quelque forme que ce soit, doit être banni, fusse sous la forme des hauts salaires qu'il est susceptible d'adopter. Le but d'une véritable économie planifiée étant d'accorder production et consommation, seule la pleine satisfaction de cette dernière - et non le profit ou les privilèges, ni les exigences de la "défense nationale" ou d'une industrialisation étrangère aux besoins des masses - doit être considérée comme étalon de production. La première condition d'une telle démarche ne peut donc être que la disparition du travail salarié, pierre maîtresse de la loi de la valeur, universellement présente dans les sociétés capitalistes, bien que nombre d'entre elles se targuent aujourd'hui d'être socialistes ou communistes.

Toute économie prétendue planifiée qui ne tient pas compte des nécessités vitales des masses, se trouve de ce fait orientée vers la satisfaction des besoins d'une minorité exploiteuse et dominante qui impose à la société les normes capitalistes les plus draconiennes, tout en se constituant en une sorte d'Etat policier."

**Pour un Second Manifeste Communiste**

---

## publications du FOR

### EN FRANCAIS

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis .....	30,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis ..	30,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis	30,00
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret .....	30,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale .....	10,00
Alarme spéciale organisation (n°13) .....	5,00
Alarme collection complète par 10 numéros .....	40,00
Pour un second manifeste communiste .....	25,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme ..	25,00

### EN ESPAGNOL

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis .....	150,00
Pro segundo manifiesto comunista .....	25,00
Llamamiento y exhorto a la nueva generación .....	15,00
Traectoria quebrada de Revolución Internacional .....	10,00
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949) .....	15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo	
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)	
El SWP y la guerra imperialista (1945) .....	30,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U .....	55,00

\*  
\* \*

écrivez nous, prenez contact avec nous !  
militiez pour la révolution socialiste !

POUR TOUTE CORRESPONDANCE : FRANCE "ALARME" BP329  
75624 PARIS CEDEX 13

ESPAGNE (sans autres mentions)  
APDO 5355  
BARCELONA- ESPANA

LES PAIEMENTS DE PUBLICATIONS ET LES ABONNEMENTS DOIVENT ETRE  
EFFECTUES A L'ORDRE DE: ALARME CCP N°151628 U PARIS

---

La chute de la contre-révolution stalinienne ébranlerait le système capitaliste bien plus fortement que la chute du tsarisme en 1917: La victoire de la révolution communiste en Europe ne rencontrerait que des obstacles mineurs. Cependant, à l'heure actuelle, c'est plutôt le prolétariat européen, américain, japonais qui a le plus de probabilités de susciter un mouvement révolutionnaire en Russie et dans ses dépendances. Il doit en vérité agir comme si cette tâche lui revenait, non seulement par solidarité de classe et parce qu'il dispose de conditions d'action immédiate dont le prolétariat russe est privé, mais aussi parce que, sans la destruction de la contre-révolution stalinienne, il n'y aura pas d'avenir communiste, même après la victoire dans plusieurs pays.

Dans ce but, le prolétariat doit d'abord faire face partout à son propre capitalisme par ses propres moyens et unifier son action internationalement. Des motifs de lutte directe contre l'essence même du système surabondent. On les voit pointer dans maintes grèves, toujours dénaturées, converties en marchandages stériles sur le prix de l'esclavage salarial. Alors que le prolétariat, et avec lui la société, ne peut plus faire un pas en avant sans s'attaquer à chacun des aspects fonctionnels du capitalisme, sans déclarer son système caduc et déléterre, syndicats et partis l'appâtent par des revendications dites ouvrières, qui sont en réalité les chutes de la programmation capitaliste. Cette situation a été plusieurs fois au bord de l'éclatement et toujours rétablie, non pas par le patronat et son Etat, mais par les syndicats et les partis qui se sont fait un métier de «négociateur» avec eux. C'est qu'ils comptent troquer un jour leur rôle de courtier en force de travail des ouvriers, en celui d'acheteurs de cette même force. Assurément, les travailleurs ne se laisseront pas toujours confisquer leurs luttes à l'avantage du capitalisme. On ne peut pas prévoir où et quand une lutte révolutionnaire éclatera. Il est cependant certain qu'au point de vue de la forme elle prendra l'aspect d'une rupture délibérée avec les professionnels de la négociation ; au point de vue du contenu celui d'une attaque frontale des fondements économiques et politiques du capital, jusqu'à son rapport social essentiel. Il faut un succès d'importance dans cette direction pour créer à l'échelle internationale une nouvelle période de luttes pour la révolution communiste.

Il convient d'être plus précis. Ce succès, qui rallumera le flambeau de la subjectivité révolutionnaire, ne sera remporté en Europe qu'à l'encontre des partis staliniens. Le prolétariat n'approchera même pas le pouvoir s'il ne disloque pas leurs appareils. Tout l'avenir des exploités se jouera autour du dilemme : ou la révolution communiste qui s'attaquera immédiatement à la disparition du salariat, seule manière de supprimer le capitalisme, ou la suprême concentration de celui-ci en capitalisme d'Etat. Dilemme de vie ou de mort pour la révolution aussi bien que pour le système en général, et ce dans les quatre directions.

Une courte récapitulation : la contre-révolution stalinienne mata la révolution communiste entre les deux guerres: Elle contribua ainsi décisivement à la survie du système capitaliste, historiquement dépassé, c'est-à-dire, décadent. De ce fait, elle-même entraîna dans le système capitaliste et dans sa décadence. Mais la croissance industrielle qu'elle consentit au vieux capitalisme, comme la sienne propre, ont abouti à rendre beaucoup plus graves et évidents tous les effets de la corruption du système, y compris celui des meurtrières rapacités interimpérialistes. Au bout de ce processus réactionnaire où le monde se trouve aujourd'hui, la révolution communiste réapparaît comme la seule issue pour l'humanité, comme une nécessité inéluctable et urgente.

---

EXTRAIT DE "PARTI-ETAT, STALINISME, REVOLUTION" - Editions Spartacus.

---